



Série «La dette»

F1 : État des lieux
 F2 : Mécanismes
 F3 : Dépenses et recettes
 F4 : Une dette à relativiser

COMPRENDRE - AGIR - TRANSFORMER

LA DETTE #4

POUR RELATIVISER

**LA DETTE PUBLIQUE N'EST PAS UN FARDEAU...
 ELLE CORRESPOND À DES INVESTISSEMENTS ET
 DES FINANCEMENTS DE TOUTES SORTES !**

La dette publique au regard des actifs publics

La dette publique doit être mise en regard du patrimoine public (ordres de grandeur : cf « *L'économie des 99 %* », Thomas Porcher).

Pour les générations futures, il y a plus de patrimoine public que de dette. Cela a été estimé en 2023 à 12 684 euros par nouveau né (source INSEE).

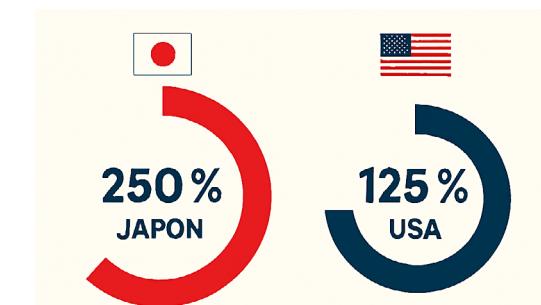
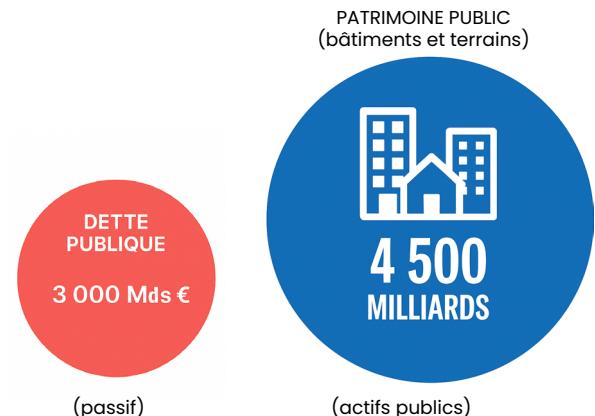
Il faut cependant ne pas brader le patrimoine public en vendant nos fleurons industriels. C'est une perte de souveraineté et une perte de recettes pour l'État dans les années à venir (Alstom racheté partiellement par Général Electric, Alcatel racheté par Nokia mais aussi : Latécoère (aéronautique), Pechiney (aluminium), Arcelor (acier).. Le Doliprane vendu à un fonds américain...)

Comparer dette et PIB, pourquoi ?

Seule la dette publique est comparée à la création de richesse sur une année (PIB).

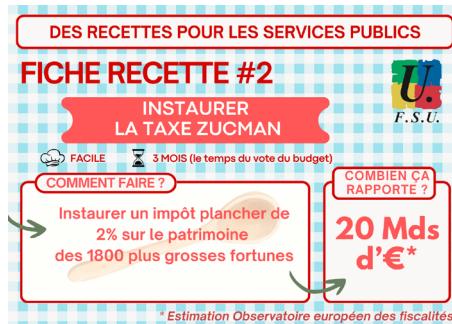
Si vous gagnez 30 000 euros par an et que vous empruntez 300 000 euros pour votre maison, la banque ne dit pas que vous êtes endettée à 1 000 % ! Le calcul est réalisé sur les remboursements du crédit (capital + intérêts) échelonnés dans le temps.

Données 2023



Comparaison :
 Pour rappel, le Japon a un taux d'endettement d'environ 250 % de son PIB.
 Les USA ont un taux d'endettement d'environ 125 % de leur PIB.

RÉDUIRE LE DÉFICIT ET LA DETTE : CHICHE !



Ce réusser la dette est un choix assumé et orchestré par les politiques néolibérales pour rendre les États dépendants de la finance.

Les politiques néolibérales favorisent doublement l'accumulation des richesses par les plus aisés :

- Baisse des impôts des plus riches et des grandes entreprises.
- Achat de « bons du trésor » qui rapportent des intérêts.

La dette permet, en retour, d'imposer des politiques d'austérité et de baisse des dépenses publiques en favorisant ainsi les privatisations :

- En culpabilisant les citoyen·nes de « vivre au dessus de leurs moyens ».
- En affolant la population sur le besoin de rembourser une dette « insoutenable » toujours en baissant les dépenses publiques, jamais en augmentant les recettes.
- En faisant croire qu'aucune autre politique n'est possible car sinon les « marchés financiers » vont augmenter les taux d'intérêts de la dette.